

ministre a été laconique dans ses propos; il ne nous a pas dit quel temps il a fait là-bas. Mais une bonne partie du rapport qu'il a présenté est aussi intéressante et aussi instructive que les discussions qui ont lieu lorsque des connaissances nous invitent à assister dans le sous-sol à la projection de diapositives au retour d'un voyage à l'étranger.

• (11.30 a.m.)

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que le communiqué qu'il vient de déposer—je le remercie de nous en avoir transmis un exemplaire—donne un compte rendu complet des discussions qui ont eu lieu à la réunion ministérielle canado-américaine tenue à Washington cette semaine. Cela me paraît une interprétation très large de l'expression «compte rendu complet». En fait, le *Globe and Mail* de ce matin publie un article de M. David Craig en provenance de Washington qui contient beaucoup plus de renseignements que le communiqué déposé par le ministre. Il me semble bien étrange que le Parlement soit toujours le dernier à connaître les événements et que la presse semble pouvoir obtenir beaucoup plus de renseignements sur ces conférences que les députés ne peuvent en recevoir des ministres de la Couronne. Nous ne nous attendons pas à ce que le ministre révèle à la Chambre la position adoptée par les représentants des États-Unis au cours de ces pourparlers—c'est naturellement confidentiel—mais la Chambre est sûrement en droit de connaître la position prise par les représentants du Canada à cette réunion, et ni le communiqué ni la déclaration du ministre ne contiennent de précisions sur la position du gouvernement canadien sur aucune des questions abordées dans le communiqué.

Le ministre a déclaré, par exemple, que des pourparlers ont eu lieu au sujet de l'Arrangement international sur les céréales. Le ministre espère qu'il y aura une réunion des pays intéressés. Mais une réunion a été tenue cette semaine à Londres par les pays exportateurs pour discuter la question des prix. Quelle position les représentants canadiens ont-ils adoptée à la réunion de Washington cette semaine? Ont-ils obtenu l'assurance du gouvernement américain que les États-Unis ne continueront pas à vendre à un prix inférieur au prix minimum prévu dans l'Arrangement international sur les céréales? A-t-on demandé cette assurance et l'a-t-on obtenue? Le ministre a certainement l'obligation de dire à la Chambre si le Canada a accepté secrètement une certaine réduction du prix minimum en vertu de l'Arrangement.

Le communiqué déclare que les représentants canadiens se souciaient de faire en sorte que le Canada ne dépende pas autant des apports nets de capitaux étrangers, mais nous ne savons pas si le gouvernement canadien se propose de prendre des mesures ou s'il en a pris à cette conférence, en vue de réduire l'apport net de capitaux étrangers. Nous attendons encore une déclaration du ministre des Finances (M. Benson) au sujet des mesures que le gouvernement a l'intention d'adopter au sujet de la prise en charge d'institutions financières canadiennes, ce qui serait un moyen de résoudre le problème de l'apport net de capitaux étrangers.

Le communiqué ne souffle mot des propositions qu'a avancées le gouvernement lors de cette conférence en ce qui concerne la politique pétrolière. L'objectif du gouvernement fédéral est-il de réduire notre déficit dans nos transactions de pétrole avec les États-Unis? Le gouvernement estime-t-il que nous devrions nous efforcer d'exploiter davantage nos propres ressources pétrolières et d'approvisionner, plus que nous ne le faisons actuellement, notre propre marché? A-t-on eu à ce sujet des entretiens avec les représentants des États-Unis?

Rien dans ce communiqué ne nous renseigne sur la teneur des entretiens au sujet de l'accord canado-américain sur l'automobile. Selon le rapport de Washington dont j'ai parlé tout à l'heure, le gouvernement du Canada veut étendre les dispositions de l'accord à l'industrie des pièces. Assurément si l'on peut donner un tel renseignement à un journaliste à Washington, on aurait pu tout au moins le fournir à la Chambre des communes. Est-ce là l'attitude du gouvernement? Le gouvernement a-t-il présenté des observations au sujet de la très grande différence entre les prix des voitures vendues au Canada et ceux des voitures vendues aux États-Unis, différence que devait supprimer l'accord sur l'automobile? Quels progrès ont été réalisés à cet égard?

On a signalé que le gouvernement a discuté de la réduction possible des distorsions et des entraves qui gênent le commerce des produits agricoles. A quel produit agricole le gouvernement pensait-il en particulier? Quelle était la nature de ces discussions? Les ministres qui ont participé à une conférence très importante doivent certes fournir à la Chambre des communes des renseignements beaucoup plus explicites et exposer clairement les politiques du gouvernement ainsi que les propositions formulées par les représentants canadiens.

On nous dit, par exemple, que les représentants des États-Unis se sont montrés satisfaits de ce que le Canada ait réduit ses droits de douane dans le cadre de la négociation Ken-